

Editorial

Le premier semestre « franco-allemand » de l'année 2007 aura été, sans doute aucun, dominé par deux principaux événements politiques : la présidence allemande de l'Union européenne et les élections présidentielles et législatives en France. Deux événements liés étroitement l'un à l'autre, tant il est vrai que l'Allemagne était attendue sur sa capacité à faire avancer l'Europe et la France sur sa capacité à la sortir de la paralysie. Sans préjuger de l'avenir, il est indéniable que deux personnalités sont sorties grandies de ce calendrier, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, car ils ont remis sur les rails une Europe en panne depuis le référendum français de 2005. La chancelière aura su s'imposer au sein de sa grande coalition face à des sociaux-démocrates en mal de suffrages, du moins dans les sondages. Elle aura su mettre la protection du climat au centre de la réunion de Berlin pour le cinquantième anniversaire des traités de Rome. Elle aura su au G8 de Heiligendamm convaincre avec sourire Russes et Américains que l'heure n'était vraiment plus à la guerre froide. Elle aura su jouer des alliances pour sortir l'Europe de sa paralysie au sommet de Bruxelles. Et très vite elle aura su trouver le ton juste avec son nouvel interlocuteur de l'Élysée. Les premiers discours sont fort élogieux et les premières initiatives fort prometteuses. Tout n'est pas réglé pour autant. Sans vouloir rejoindre les esprits chagrins qui doutent par principe de la sincérité des discours du dimanche, il faut bien convenir que depuis la signature du Traité de l'Élysée en 1963 les orages ont maintes fois grondé dans les coulisses du gouvernement (et des partis de l'opposition), lorsque Paris et Berlin (jadis Bonn) étalaient leur belle amitié en public.

Après les discours, les actes : la rentrée sera un baromètre de la situation sociale dans les deux

pays. Les syndicats seront, en Allemagne comme en France, les principaux interlocuteurs de ces deux gouvernements, qui ont placé leur action sous le signe des réformes. Il était donc logique d'ouvrir dans *Documents* un dossier sur les syndicats, sur ce qui les rapproche et les divise, sur les structures, les mécanismes et les sensibilités qui régissent les deux sociétés et sur la terminologie qui génère trop souvent l'incompréhension du voisin : *Mitbestimmung* n'est pas forcément cogestion, *Streik* n'est pas la même chose que grève.

En effet, on ne dira jamais assez combien l'enseignement de la langue allemande en France et de la langue française en Allemagne pourrait éviter, ou du moins limiter l'incompréhension. La volonté politique déclarée n'est pas toujours suivie de faits au quotidien, pourtant quelques initiatives originales, réalisées le plus souvent avec des moyens modestes, gagneraient à être non seulement connues, mais aussi imitées. Celle du Centre culturel français de Essen n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres, mais elle mériterait de faire école, tant il est vrai que le résultat illustre bien l'ampleur de la motivation : depuis plusieurs années, le Centre fait traduire en allemand et publier en Allemagne une œuvre littéraire française par de jeunes Allemands sous la conduite de leurs professeurs, et ce avec la garantie d'apprendre en toute impunité les subtilités des erreurs d'interprétation commises.

Quel contraste avec la réalité quotidienne de la communication moderne : le nouveau langage que les jeunes ont simplifié par souci de rapidité et d'adaptation aux nouvelles technologies favorise peut-être une forme de dialogue pour une certaine génération, mais il l'isole linguistiquement au moment même où les peuples font tomber leurs frontières. Le phénomène de société est le même en France et en Allemagne, mais paradoxalement cette simplification de langage (d'autres parleront d'outrage) rend la communication des jeunes de France et d'Allemagne imperméable aux échanges et au dialogue.

Gérard Foussier

